

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME – 33^{me} SESSION
Salle XXI, Palais des Nations, Genève
26 Septembre 2016 (15h00 à 16h00)
Side-event

Prévenir l'enlisement de la crise au Burundi : Le Monitoring des violations des droits de l'homme et la responsabilisation pour la reddition des comptes

Réflexion par Fr. Emmanuel Ntakarutimana

Je commence par lever l'éventuelle équivoque qui consisterait à penser que j'ai quelque chose à faire avec le rapport des observateurs indépendants des droits de l'homme de l'ONU sur le Burundi. Je n'ai pas fait pas partie de leur équipe. Je suis juste un Burundais qui aime son pays et qui réfléchit à titre indépendant.

Nous sommes entrain de parler du Burundi, un pays qui avait toutes les chances de vivre une renaissance après la longue palabre d'Arusha, laquelle palabre avait servi de thérapie sociopolitique et avait abouti à un accord pour la paix et la réconciliation en août 2000. Ce processus d'Arusha avait permis la stabilisation de la vie sociopolitique sur une quinzaine d'années avec espoir que la renaissance économique s'en suive. Après les soubresauts survenus à la suite des processus électoraux de 2005 et de 2010, la situation relativement prometteuse s'est encore dégradée depuis avril 2015, et nous continuons péniblement à en gérer les retombées.

1. Quelques retombées de la présente crise.

Une des retombées les plus graves se situe dans le fait que le Burundi est de nouveau redevenu une société fortement polarisée sous une fracture manichéenne. Lors de la présentation de son dernier rapport aux chefs d'Etat de la communauté de l'Afrique de l'Est, le Président-Facilitateur Benjamin Mkapa a fait état de deux camps pour lesquels ce qui est bon pour l'un devient mauvais pour l'autre sans perspective de communion dans la vision comme si les uns et les autres n'étaient plus des fils et des filles d'un même peuple. Nous vivons aujourd'hui un sérieux problème de double lecture de tout ce qui fait la vie nationale : la Constitution de la République du Burundi, l'Accord d'Arusha, le climat de guerre ou de paix, le fonctionnement de la justice, l'état de l'économie, l'insertion dans la communauté internationale. Même le rapport des observateurs indépendants sur la situation des droits de l'homme est accueilli sur la ligne de cette polarisation. Le gouvernement du Burundi le juge plus politique que technique pendant que certains opposants le jugent professionnel. C'est comme s'il y avait deux Burundi avec deux visions éternellement parallèle sans possibilité d'intersection. Il y a division au sein des acteurs politiques comme au sein de la société civile. Ce genre de sollicitation à l'écartèlement se retrouve aussi au niveau des forces de défense. C'est comme s'il devait y avoir deux pays avec deux destins. Or tout ce monde est constitué de fils et de filles d'un même peuple.

Cet éclatement social advient en même temps que les relations avec le Rwanda se sont détériorées et que la communauté internationale manifeste visiblement des signes de fatigue, de lassitude et d'impuissance.

Par rapport aux crises antérieures des années 61, 65, 72, 88, 93 à 2008, une donne nouvelle est constituée par l'arrivée de jeunes générations qui n'ont pas directement vécu les guerres civiles du passé ou étaient trop jeunes pour y être elles-mêmes impliqués. Les querelles idéologiques et identitaires des décennies passées ne sont pas leurs préoccupations majeures. Ces jeunes ont vécu un contexte de multiplication de médias de divers types. Avec ces médias survenus dans un contexte international de démocratisation, ils ont appris que la démocratie et les libertés peuvent exister. Malheureusement, ils n'arrivent pas à en faire une expérience durable dans la vie quotidienne et s'interrogent sur leur avenir suite aux frustrations économiques et sociales, à la misère et au chômage, sans perspective d'épanouissement professionnel dans l'avenir immédiat.

Ces aspirations démocratiques ne relèvent pas que du seul champ politique ou de la géopolitique régionale et internationale. Elles tirent aussi leurs inspirations profondes des exigences éthiques. Le véritable enjeu est celui de tout rebâtir sur des systèmes de valeurs authentiques. Face à la déstructuration des liens sociaux, à l'arbitraire dans la gestion de l'Etat, à la culture de l'impunité et à la tentation de l'autoritarisme, le rêve nourri est celui de refonder la démocratie.

2. Partir de la difficile gestion et guérison des mémoires.

La crise actuelle s'enracine dans des déterminants de fonds qui ont guidé la société burundaise depuis des décennies, surtout dans ses ingrédients identitaires. Durant ces 55 dernières années, le Burundi a vécu des cycles de violences systémiques et massives avec des pics de conflits armés et de guerres très violentes. Cela veut dire que nous avons des générations qui ont évolué dans la violence meurtrière ou dans le langage de la suspicion. Ceci peut avoir des effets dévastateurs sur les populations. Beaucoup de vies humaines ont été perdues. Des expériences inouïes de violence ont été vécues, débouchant sur la crise sociopolitique qui perdure encore aujourd'hui. Notre pays a connu de grands déplacements de populations avec des pourcentages énormes de réfugiés, de déplacés intérieurs ou de migrants vers d'autres continents. Les violences récentes s'ajoutent à toutes les autres blessures historiques vécues dans le pays avec des voiles de traumatismes qui demandent un accompagnement pour la gestion et la guérison des mémoires.

La question qui demeure est celle de savoir comment prendre en compte la gestion et la guérison des mémoires si on veut casser le cercle vicieux de la violence. La palabre d'Arusha avait permis de faire un pas dans le bon sens. La Commission Vérité et Réconciliation que tout le monde appelait de ses vœux peine aujourd'hui à engager ce

travail de guérison des mémoires dans un contexte de nouvel éclatement social, avec des moyens plutôt limités et la difficulté de mettre sur pieds le mécanisme de protection des témoins, des victimes et autres personnes à risque. Les rêves pour la mise sur pied des mécanismes de justice transitionnelle sensés construire un nouveau cadre de vie avec insistance sur la mise en lumière de la vérité sur les violences du passé, les exigences de justice réclamée par les victimes, les besoins de réparation des dommages subis ainsi que la réforme des institutions pour tenter de mettre sur pieds un cadre beaucoup plus porteur pour la défense, la promotion et la protection des droits humains tardent à connaître un contexte qui soit porteur.

Ces dernières années, il y a un autre phénomène qui est frappant. La situation sociopolitique actuelle manifeste un recours à la combinaison des ressources politiques et religieuses dans la gestion du pays. Le phénomène religieux s'alliant avec le politique peut conduire à une situation qui n'interroge pas seulement la laïcité de l'Etat dans une économie démocratique mais aussi les fondements du pouvoir. La religion comme une des énergies sociales primaires peut avoir ses propres complexités en politique sans nécessairement ouvrir à un débat et un argumentaire rationnel dans l'espace public.

Avec tout cela, on comprend la complexité de la crise burundaise. Dans un tel contexte, on comprend la difficulté de trouver des initiatives qui soient efficaces. En dépit de la résolution du Haut Commissaire aux Droits de l'Homme de décembre 2015 d'envoyer au Burundi une équipe pour le monitoring de la situation des Droits de l'Homme, en dépit de plusieurs efforts et initiatives venant de l'Union Africaine et de la Communauté de l'Afrique de l'Est, en dépit de la visite au Burundi d'une haute délégation du Conseil de Sécurité en janvier 2016, en dépit de la visite d'une délégation de l'Union Interparlementaire, en dépit de la visite du Secrétaire Général de l'ONU et d'une délégation de très haut niveau de l'Union Africaine composée de 5 chefs d'Etat, en dépit des autres résolutions de l'ONU, la question des Droits de l'Homme au Burundi est restée sur la table jusqu'aujourd'hui, même si le calme apparent pourrait faire croire à une normalisation progressive. L'offre de médiation internationale est restée sans force et sans détermination. La volonté politique interne au Burundi se concentre principalement sur le dialogue interne en cours. Les résultats à mi-parcours de ce processus ont déjà été livrés à l'opinion publique et le Chef de l'Etat en a pris acte. Certaines propositions venant de ces conclusions provisoires pourraient conduire à un traitement de certaines dispositions de la Constitution par le parlement durant la prochaine session parlementaire qui va de début octobre à fin décembre 2016.

Il y a visiblement une panoplie de choses qu'il faut bien avoir à l'esprit pour envisager une sortie de la crise. Il faut tenir en compte les différents coûts de ce qui est arrivé au peuple burundais.

3. Les défis à affronter sont de différents ordres

Les observateurs attentifs ne sauraient se contenter de joutes entre partis et acteurs politiques pour le bénéfice de leurs divers intérêts sans étudier la situation en profondeur. Les enjeux de la situation sont de divers ordres et auront une grande incidence sur la vie des populations à moyen et à long terme.

Tous les troubles et toutes les confrontations endurés par les populations ont des coûts qui constituent les véritables défis auxquels les différents rapportages sur les droits de l'homme ne sauraient donner satisfaction sans une action vigoureuse et plurielle de la part de différents acteurs¹. Nous pourrions relever les suivants :

- a) **Coût humanitaire** : Grand nombre de morts, de blessés, de déplacés intérieurs, de réfugiés dont les effectifs ne sont pas fixés avec haute précision, dans un contexte de dénuement et d'insécurité alimentaire et humaine ;
- b) **Coût politique** : Isolement des processus régionaux et mondiaux avec tendance à la réclusion par rapport aux entreprises régionales, faible qualité de l'Etat de Droit, corruption, règne des hommes dits « forts » avec difficulté d'envisager des consensus gagnés sans violence ou recours à la force ;
- c) **Coût matériel et économique** : Financement de la machine de guerre, destruction des infrastructures, sanctions économiques, boycott touristique, rareté des devises et dépréciation considérable de la monnaie nationale ;
- d) **Coût écologique** : Différents désastres écologiques accompagnant les déboisements, les exploitations des ressources naturelles, les effets de l'érosion, les faiblesses dans l'accompagnement agricole des populations ;
- e) **Coût social** : Eclatement des familles, cassure des communautés, orphelins de guerre, viols, problèmes fonciers et d'héritage, cassure du capital social en termes de confiance, de réciprocité, de communion dans les valeurs, de sens de solidarité et d'appartenance ;
- f) **Coût culturel** : Effondrement de la valeur de l'Ubuntu, destruction de la base des valeurs, de la vision de la vie et du monde qui avaient fait la cohésion des familles et des communautés sur des générations ;
- g) **Coût psychologique** : Stress permanent lié à différents harcèlements, traumatismes, dégénérescence humaine liée aux violences domestiques, à l'alcoolisme ou à la consommation de stupéfiants, à la peur panique enracinée dans des réflexes de suspicion. On a même assisté ces derniers temps à des cas de suicides en public induits par le dépassement de la capacité de résilience au niveau de certaines catégories de la population ;

¹ Cf. Luc REYCHLER, « Les conflits en Afrique : Comment les gérer ou les prévenir ? », dans Bernard Adam, édit., **Conflits en Afrique : Analyse des crises et pistes pour une prévention ; La communauté internationale : quelle responsabilité**, Institut européen de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Editions GRIP, Diffusion Editions Complexe, Bruxelles 1997, p. 15-38.

h) **Coût spirituel** : Cassure du sens des valeurs et du sens de la vie malgré l'apparente effervescence de la religion et une exubérance religieuse dans les lieux de culte, cela pouvant être un symptôme d'une grande fragilité psychologique et une grande accumulation du sentiment d'insécurité humaine.

Le problème ici posé est celui de savoir comment les autorités burundaises ainsi que les différents mécanismes faisant l'observation de la situation des Droits de l'Homme de même que les autres institutions internationales, régionales et nationales peuvent tenir en compte ces différents éléments de façon holistique. Et ici, il n'y a pas de solutions du type prêt à porter qui ne tiennent en compte le contexte spécifique burundais avec une flexibilité qui n'exclut pas la détermination. Mais nous le savons, en dernière analyse, c'est l'Etat burundais qui doit enclencher un travail de renaissance nationale avec une volonté politique déterminée.

4. De l'enjeu d'un débat sur les valeurs et les principes démocratiques autour des projets de société.

A mon sens, le véritable enjeu de la crise actuelle est de pouvoir retrouver le débat des années 88-93 sur les valeurs et les principes démocratiques, orientation qui avaient conduit le pays à la charte de l'unité nationale et à une Constitution ouvrant au pluralisme politique et au multipartisme. Avec la crise de 1993, ce débat s'est interrompu. L'urgence a été placée sur la gestion du conflit identitaire au niveau ethnique et régional, ce qui a donné des résultats positifs avec la longue et coûteuse palabre d'Arusha, faisant que nous venons de passer une quinzaine d'années sans gros accrocs sur la ligne ethnique. Même les sollicitations exercées sur la fibre ethnique depuis avril 2015 n'ont pas encore créé un terrain favorable à une confrontation directement ethnique. Il s'avère aujourd'hui crucial de renouer avec l'échange sur les valeurs et les principes démocratiques. Même si on devait s'atteler d'abord aux urgences de sécurité des différentes catégories de la population et de la réouverture de l'espace politique, tout cela ne pourra tenir à moyen et à long terme que si on peut s'approprier, comme fils et filles du même peuple, les valeurs et les principes démocratiques partagés ensemble. C'est dans cet esprit qu'il faudrait avoir beaucoup de sagesse par rapport à l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation. D'éventuels revues et amendements des éléments inspirés par cet Accord exigeraient un climat beaucoup plus consensuel que ce que nous avons aujourd'hui.

Dans le même esprit des exigences de sagesse, la question du respect, de la promotion et de la protection des Droits de l'Homme devient aujourd'hui plus qu'hier une question fondamentale sans laquelle la renaissance de la société burundaise deviendrait illusoire. Renforcer les mécanismes qui assurent la promotion et la protection des Droits de

l'Homme, et particulièrement dans les milieux des jeunes affiliés aux partis politiques, est une urgence.

Le secteur du développement économique appelle lui aussi d'emprunter la voie de la sagesse. Les gestionnaires de l'Etat doivent garder à l'esprit que le contexte économique devient de plus en plus rude avec une pénurie de devises et une dépréciation de la monnaie nationale, provoquant ainsi des insatisfactions à différents niveaux. Il y a ici une réalité avec laquelle on ne saurait ruser indéfiniment. Les débats actuels se focalisent sur des questions qui restent à la périphérie de l'essentiel qui est le développement intégral de la communauté nationale avec des indicateurs micro et macro économiques acceptables. Cette croissance suppose un bon développement du capital social avec une orientation déterminée d'assurer l'accroissement du bien-être de la population. Il n'est pas évident que les décideurs politiques sont au fait des contenus des instruments de planification stratégique du pays comme la « Vision Burundi 2025 » ou le « Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté II ». Malheureusement, les joutes oratoires d'aujourd'hui au niveau des protagonistes de l'espace politique ne parlent pas de visions, de projets de société ou de programmes politiques. Une chose est sûre, les populations ne sont pas intéressées au positionnement des uns et des autres, ils attendent les dividendes de la démocratie et la consolidation des acquis de la paix par le développement.

Pour conclure, je dirais que la balle reste toujours à renvoyer aux mains des Burundais eux-mêmes. Les voisins du Burundi, les amis et les différents intervenants de la communauté internationale ne peuvent servir que de révélateurs partageant leur expérience et rappelant les niveaux des standards internationaux. Travailler à une renaissance nationale demande que nous en appelions à la hauteur et à la grandeur des visions politiques avec de bons gestionnaires des passions, de grands hommes et femmes d'Etat.